



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Autriche – Slovénie - Croatie

Une publication du SER de Vienne
n° 5 – février 2025

Problématique de la sécurité des approvisionnements énergétiques en Autriche, Croatie et Slovénie

1) Une dépendance historique aux importations

Historiquement, les trois pays ont dépendu des importations pour satisfaire une partie significative de leurs besoins énergétiques, notamment en gaz naturel. L'Autriche, par exemple, importait une grande partie (80 % encore en août 2024) de son gaz de Russie via le gazoduc *Trans Austria Gas* (TAG). De même, la Slovénie importe aujourd'hui principalement son gaz via l'Autriche (environ 60 %) et l'Algérie via l'Italie (environ 40 %). La Croatie, produisant moins de 30 % de sa consommation domestique de gaz, dépend également des importations pour combler le reste de ses besoins (le gaz naturel représente 26 % de son mix énergétique). Alors que, depuis les années 70, l'Autriche a toujours été un pays de transit, le hub de Baumgarten a perdu progressivement ce rôle au cours des dernières années, jusqu'à l'arrêt du transit par l'Ukraine. L'Autriche se trouve désormais dans la position inconfortable d'être en bout de chaîne : les coûts de transport pour acheminer le gaz de Norvège, d'autres hubs d'Europe occidentale (TTF aux Pays-Bas) ou du sud (Italie) vers l'Autriche sont plusieurs fois plus élevés que le transit par l'Ukraine.

2) Une diversification sous contrainte

Pour atténuer leur dépendance, les trois pays ont lancé des initiatives visant à diversifier leurs sources d'énergie. La Croatie a inauguré en 2021 le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) de Krk, avec une capacité initiale de 2,9 milliards de m³ par an, prévue pour être étendue à 6,1 milliards de m³ d'ici 2026 dans le cadre de l'initiative *RePowerEU*. Ce terminal joue un rôle crucial dans la diversification de l'approvisionnement en gaz, non seulement pour la Croatie, mais aussi pour la région environnante.

L'Autriche, quant à elle, s'est tournée vers l'Allemagne pour augmenter les capacités de flux de gaz norvégien d'ici 2027 (*projet WAG Loop 1*). Parallèlement le pays a augmenté ses capacités d'importations avec l'Italie pour s'approvisionner en gaz en provenance de l'Afrique du Nord, et investit dans la modernisation de son hub gazier de Baumgarten, tout en explorant des projets pilotes pour utiliser l'infrastructure existante du gaz naturel à des fins de transport d'hydrogène.

En Slovénie, l'énergie nucléaire issue de la centrale de Krško constitue aujourd'hui la pierre angulaire du système énergétique du pays. Partagée avec la Croatie, la centrale nucléaire de Krško fournit un tiers de l'électricité slovène, et 15 % de celle de la Croatie. Les deux pays sont membres de l'alliance européenne du nucléaire. La Slovénie cherche à augmenter ses capacités nucléaires avec la construction envisagée d'un deuxième réacteur pour doubler la

production et compenser la fermeture annoncée de la centrale thermique TEŠ6, et la Croatie envisage des solutions de type réacteurs SMR sur son territoire.

3) Des projets d'infrastructure ambitieux

L'Autriche, la Croatie et la Slovénie collaborent sur plusieurs projets transfrontaliers pour améliorer l'interconnexion de leurs réseaux énergétiques. Le terminal GNL de Krk en Croatie est aujourd'hui connecté à un réseau de gazoducs desservant la Croatie, la Slovénie et la Hongrie. Le projet de gazoduc *Ionian Adriatic Pipeline* (IAP) vise à relier ce terminal au réseau gazier des Balkans via le *Trans Adriatic Pipeline* (TAP), permettant de transporter du gaz vers la Croatie, la Slovénie et d'autres pays européens.

Parallèlement, la Slovénie prévoit de renforcer ses interconnexions gazières avec la Croatie, l'Italie et la Hongrie, réduisant ainsi sa vulnérabilité aux perturbations d'approvisionnement.

4) Une transition amorcée vers les énergies renouvelables et l'hydrogène

L'Autriche, qui a renoncé à l'énergie nucléaire, bénéficie d'une production hydroélectrique abondante liée à une topographie favorable, fournissant environ 60 % de son électricité, et s'est donné le triple objectif d'une sortie complète du charbon d'ici à cette année, de neutralité carbone d'ici 2040 et de 100 % d'électricité issue des énergies renouvelables d'ici 2030. Des projets tels que *H2Future* visent à développer des capacités d'hydrogène vert à partir des surplus d'électricité renouvelable.

En avril 2023, RAG Austria AG a mis en service le premier stockage mondial pour stocker de l'hydrogène pur dans un ancien gisement. Le projet *EUH2STARS* vise à faire la démonstration d'un stockage souterrain d'hydrogène (UHS) compétitif, complet et qualifié dans des réservoirs de gaz naturel poreux épuisés, au niveau de maturité technologique (TRL) 8, d'ici la fin de la décennie.

La Croatie, de son côté, explore l'utilisation du terminal de Krk comme plateforme d'importation et de distribution d'hydrogène liquide. La part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute en Croatie est par ailleurs de 28,1 % (supérieure à la moyenne de l'UE). L'objectif du pays est d'atteindre une part des énergies renouvelables de 42,5 % d'ici 2030.

La Slovénie s'efforce, enfin, d'intégrer davantage d'énergies renouvelables dans son mix énergétique, avec un objectif de porter la part des énergies renouvelables à 33 % d'ici 2030.

Autriche

Le chiffre du mois à retenir

Zoom sur...

Rebond politique en vue de parvenir à une coalition stable : l'extrême-droite (FPÖ) de M. Herbert Kickl n'est pas parvenue à trouver un accord avec les conservateurs de l'ÖVP : les désaccords portaient notamment sur la politique étrangère et la répartition des portefeuilles ministériels. Les négociations tripartites, entre conservateurs (ÖVP), sociaux-démocrates (SPÖ) et libéraux (NEOS) ont repris, et les trois chefs de parti ont

-9,5 %

Le recul de la production industrielle de l'Autriche en 2024

annoncé le 27 février qu'un accord avait été trouvé sur un programme de Gouvernement. En raison du recul significatif de la production manufacturière (-9,5 % en 2024) et de la morosité persistante du climat des affaires, les prévisionnistes devraient, en mars, revoir à la baisse la perspective de croissance pour cette année (+0,6 %).

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

En ce début d'année 2025, la situation macroéconomique de l'Autriche reste inchangée. Les incertitudes du secteur industriel perdurent. Après deux trimestres en récession technique, les premières estimations pour le T4 2024 laissent présager tout au mieux une stagnation, malgré une légère reprise de la demande, obérée par un recul des exportations. En revanche, alors que l'inflation semblait au T4 2024 contenue à 2 % (en décembre +2,1%), les prix ont rebondi en janvier, portés par la fin du bouclier tarifaire sur les prix de l'électricité et l'ajustement annuel de la taxe sur le CO₂ (55 EUR/tonne) : l'indice harmonisé (IPCH) a progressé de 3,4 % fin janvier (FR = 1,8 % ; DE = 2,8 % Z.EUR : 2,5 %). Selon l'institut national de la statistique, la fin du bouclier tarifaire sur l'électricité a induit une hausse de l'IPCH de 1 point de pourcentage.

En matière d'emploi, l'agence nationale pour l'emploi, AMS, n'envisage pas une embellie, puisque la croissance en 2025 devrait plafonner à +0,6 % et qu'une reprise solide ne semble pas d'actualité en Allemagne, le principal partenaire commercial de l'Autriche. Alors que le chômage restait encore contenu à 5,3% fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi progressait fin janvier de 6,4 % en glissement annuel et le nombre d'emplois à pourvoir reculait de 12,3 %. Si l'industrie reste en berne, le commerce de détail retrouve de sa vigueur, alors que les perspectives restent encore relativement pessimistes malgré une nette amélioration fin 2024.

	Wifo (12/2024)		Commission européenne (11/2024)	
	2025	2026	2025	2026
Croissance (en % du PIB)	+0,6	+1,2	+1,0	+1,4
Inflation (en %)	+2,3	+2,0	+2,1	+1,7
Chômage (en % de la pop. active)	5,4	5,2	5,3	5,0
Solde public (en % du PIB)	-4,2	-4,1	-3,7	-3,5

Finances

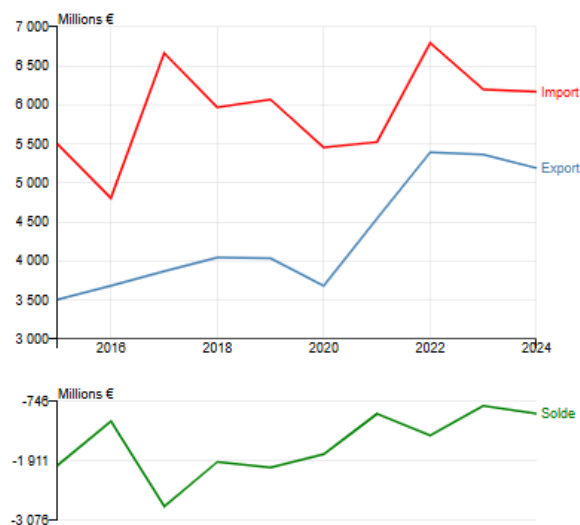
Le déficit 2024 s'avère moins important que prévu, mais reste très supérieur à celui de 2023. Selon les chiffres publiés le 1^{er} février 2025 par le ministère des Finances (BMF), le déficit de l'Etat fédéral (Bund) était de 19,1 Mrd EUR, contre 20,8 Mrd EUR prévus par le projet de loi de finances établi en automne 2023. Ce développement s'explique par des dépenses moindres de 2,8 Mrd EUR dont 1,8 Mrd EUR de moins pour la charge des intérêts de la dette de l'État. Les recettes étaient de 1,1 Mrd EUR inférieures au montant budgété. Comparé à l'année précédente, le déficit de l'Etat fédéral s'est détérioré de 11,1 Mrd EUR. Les dépenses ont augmenté de 10,5 % pour atteindre 120,7 Mrd EUR, tandis que l'augmentation des recettes s'est limitée à 0,3 % pour atteindre 101,6 Mrd EUR.

Echanges

Les exportations françaises vers l’Autriche ont été dynamiques ces cinq dernières années

Sur fond de récession en Autriche pour la deuxième année consécutive, les échanges bilatéraux se sont inscrits en baisse en 2024 : -3,2 % pour les exportations françaises vers l’Autriche, -0,4 % pour les importations françaises en provenance de l’Autriche. Le déficit bilatéral de la France passe de 829 MEUR en 2023 à 979 MEUR en 2024. Les principaux produits échangés à l’exportation sont les produits pharmaceutiques (604 MEUR, +11,6%), les produits de la construction automobile (368 MEUR, -16,4 %), les produits chimiques (337 MEUR, -6,9 %) et les machines et équipements (292 MEUR, -12,3 %) et les articles de joaillerie et bijouterie (288 MEUR). Avec +563,9 %, ces derniers affichent la contribution positive la plus importante à

Evolution annuelle



l'évolution des exportations, suivis par les produits alimentaires avec +65,1% pour atteindre 145 MEUR. Comparées à 2019, les exportations de la France vers l’Autriche enregistrent une forte hausse pour passer de 4 Mrd à 5,2 Mrd EUR en 2024, tandis que les importations de la France en provenance de l’Autriche sont restées quasiment stables (6 Mrd EUR en 2019 contre 6,1 Mrd en 2024). Les principaux produits échangés à l’importation sont (comme pour l’exportation) les produits pharmaceutiques. Leur volume a doublé en 2024 pour atteindre 854 MEUR ce qui représente 13,8% du total des importations françaises en provenance de l’Autriche. Suivent les machines et équipements (501 MEUR), les métaux non ferreux (473 MEUR), les produits chimiques (373 MEUR) et les machines agricoles et forestières (322 MEUR).

Politique économique et sociale

L’intégration de réfugiés ukrainiens par l’apprentissage de la langue

Une étude récente relative à l’emploi montre les disparités en Europe quant à l’approche retenue en vue de l’intégration des réfugiés ukrainiens sur les différents marchés du travail. Fin 2023, 29,5 % des réfugiés ukrainiens étaient en situation d’emploi en Autriche alors qu’en Pologne, qui a accueilli plus de 31 % des 6,2 millions de réfugiés, le taux atteignait 65 %. Les facteurs essentiels sont la barrière linguistique, la reconnaissance des qualifications acquises et la disponibilité d’une offre numérique facilitant l’apprentissage de la langue du pays d’accueil. Outre la présence d’une diaspora ukrainienne avant l’invasion russe, les pays de langue slave offrent des activités professionnelles en dessous des qualifications obtenues ; les réfugiés mieux formés, notamment par un parcours académique, préfèrent alors se reporter vers l’Europe occidentale. Autant l’Autriche que l’Allemagne (26,5 %) ont fait le choix d’une orientation professionnelle seulement après un apprentissage de la langue plus approfondi mais se montrent plus réticents dans la reconnaissance des qualifications. Selon les auteurs de l’étude, 55 % des réfugiés aux Pays-Bas exerçaient fin 2023 une activité professionnelle : l’explication tient à la pratique de la langue anglaise, largement utilisée sur les lieux de travail, facilitant l’insertion professionnelle des Ukrainiens ayant suivi une formation tertiaire.

Industrie du papier : une revalorisation salariale de +2,9 %

Les 9 000 salariés de l’industrie du papier et du carton verront leurs salaires et accessoires de rémunération progresser de 2,9 %, soit le taux de l’inflation 2024, à partir du 1^{er} mars 2025. C’est là le résultat des négociations entre la fédération des industriels du papier et du carton (PROPAK) et la branche syndicale GPA.

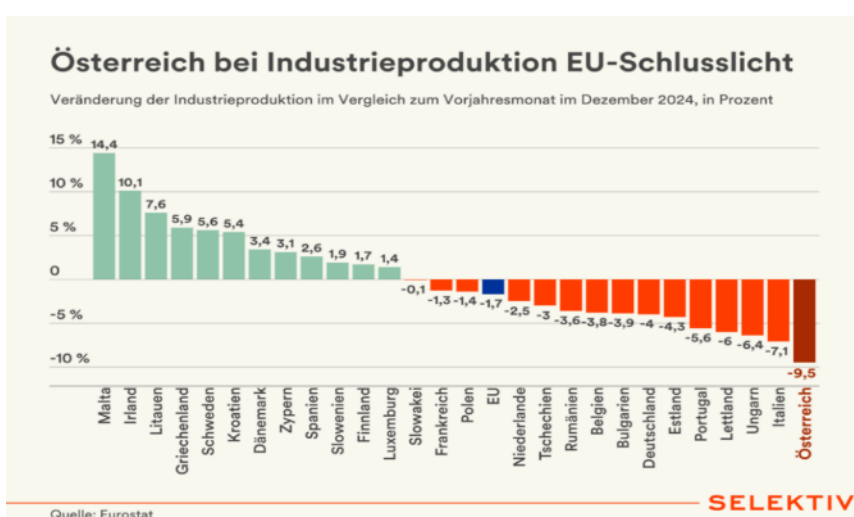
Veille sectorielle

Secteur financier

La Commission européenne a décidé le 12 février 2025 de saisir la Cour de justice de l'Union européenne d'un recours contre l'Autriche pour non-transposition de la directive sur les prêts non performants [directive (UE) 2021/2167]. Cette directive accorde une grande importance aux emprunteurs et prévoit des garanties visant à renforcer la protection des consommateurs, telles que des mesures de renégociation et des exigences en matière d'information afin d'accroître le niveau de transparence dans les relations avec le créancier. Les États membres devaient transposer cette directive au plus tard le 29 décembre 2023. La Commission avait envoyé une lettre de mise en demeure à l'Autriche le 24 janvier 2024, puis un avis motivé le 25 juillet 2024. En saisissant la Cour de justice de l'Union européenne, la Commission demandera à la Cour d'infliger à l'Autriche une sanction financière. De plus, la Commission a décidé d'adresser un avis motivé à l'Autriche au motif que le pays n'a pas transposé les modifications apportées à la directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances.

Industrie

En décembre 2024, par rapport à décembre 2023, la production industrielle a diminué de 2,0% dans la zone euro et de 1,7% dans l'UE, selon les premières estimations d'Eurostat. Les baisses annuelles les plus importantes ont été enregistrées en **Autriche** (-9,5%), en **Italie** (-7,1%) et en **Hongrie** (-6,4%). Les plus fortes hausses ont été observées à **Malte** (+14,4%), en **Irlande** (+10,1%) et en **Lituanie** (+7,6%).



KTM : les créanciers acceptent le plan de restructuration proposé par Pierer Industrie AG

Après le lancement en novembre d'une procédure de restructuration européenne, et finalement le dépôt d'une procédure de sauvegarde - le passif atteignait 2,3 Mrd EUR - le plan de restructuration de la dette proposé par Stefan Pierer (il a repris KTM en 1992 et a été poussé récemment à rendre le siège de CEO) a été accepté par les créanciers du fabricant de deux-roues motorisés, devant le tribunal régional de Ried im Innkreis (Haute-Autriche). Le plan prévoit un remboursement en deux temps : un premier versement de 68,69% du montant total dû sera effectué jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard et un deuxième versement de 31,31% sera exécuté jusqu'au 31 décembre 2027 au plus tard, selon un communiqué de Pierer Industrie. Les intérêts seront également payés comme convenu. Suspendue depuis la mi-décembre, la production pourrait alors reprendre à la mi-mars, préservant ainsi les 2 500 emplois restants. Pour ce faire, les propriétaires doivent injecter 150 M EUR en liquidités supplémentaires. Par ailleurs, un apport de 600 M EUR sera nécessaire pour un sauvetage sur le moyen terme, et l'administrateur judiciaire a retenu à cette date 7 offres d'investisseurs dont celles du groupe indien Bajaj, du chinois CF Moto et du hongkongais FountainVest. BMW pourrait également être intéressé par une reprise de la marque KTM.

La lingerie fine Palmers au bord de la faillite

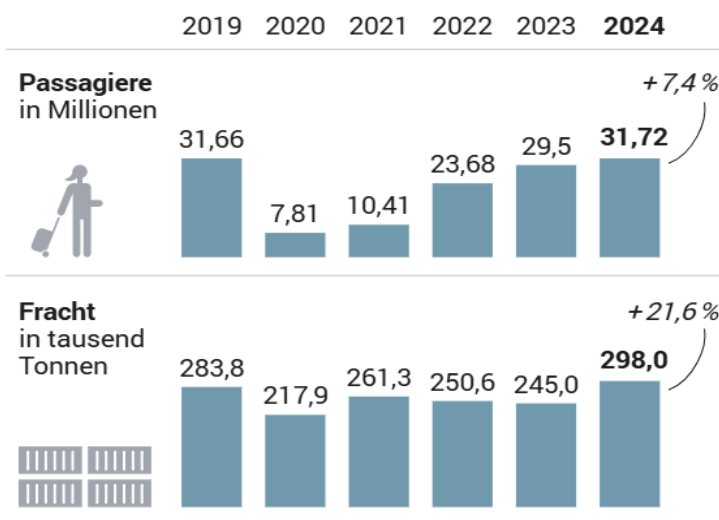
Face à un passif de 69,1 M EUR, le fabricant de lingerie fine Palmers, entreprise traditionnelle du textile fondée en 1915, a dû se résoudre à demander l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, sans administrateur judiciaire. Alors que l'activité de l'entreprise perdure dans un format restreint, la direction espère trouver rapidement un investisseur pour pouvoir faire face à ses obligations. Par le passé, le fabricant de sous-vêtements a déjà connu à plusieurs reprises de graves difficultés financières. D'ici la mi-2025, le groupe devra refinancer un crédit de plus de 14 M EUR. Après son retrait d'Europe de l'Est, l'entreprise avait dû constater un recul significatif de son résultat opérationnel (-6,1 M EUR) et procéder à des dépréciations à hauteur de 8,6 M EUR. A l'automne 2024, après avoir revu sa stratégie qui prévoit un recentrage sur ses marchés porteurs (Autriche, Allemagne et Croatie), Palmers avait également annoncé la fermeture de 20 filiales en Autriche. En 2023/2024, le CA a reculé de 7 %, les pertes annuelles sont passées en glissement annuel de 4,48 M EUR à 14,7 M EUR. Pendant la crise sanitaire, Palmers avait pu bénéficier d'un PGE pour un montant total de 14,4 M EUR octroyé par la COFAG.

Transports

L'aéroport de Vienne se félicite d'une année record 2024. Le nombre de passagers a atteint 31,7 millions dont 2 millions pour l'Allemagne, 1,6 million pour l'Espagne et 1,4 million pour l'Italie. Pour la France, l'aéroport de Vienne compte plus de 758 000 passagers. S'agissant du fret aérien, son volume a augmenté de 21,6 % grâce notamment au retour des lignes asiatiques.

De plus, l'aéroport de Vienne est l'un des rares aéroports en Europe centrale et de l'Est à disposer d'un centre de compétence pour la manutention pharmaceutique (*Vienna Airport Pharma Handling Center*) avec une chaîne du froid ininterrompue pour le traitement du fret médical sensible à la température. En 2024, 4 238 tonnes de fret médical ont été traitées, soit une augmentation de 15,3 % par rapport à l'année précédente.

Zuwächse für Flughafen Wien



Grafik: © APA, Quelle: Flughafen Wien

Tourisme

Avec 154 millions de nuitées en 2024 dont près des trois quarts pour les touristes étrangers, le tourisme qui en 2023 avait retrouvé son niveau d'avant crise avec 151 millions de nuitées, a atteint un nouveau record. Les clients les plus importants sont originaires d'Allemagne (58 millions) et des Pays-Bas (11 millions). Le Tyrol et le land de Salzbourg ont enregistré le plus de nuitées avec respectivement 49 et 30 millions. La ville de Vienne enregistre l'augmentation la plus importante (6,5 %) pour atteindre 18 millions de nuitées.

Energie et environnement

Selon le bilan environnemental de l'Autriche (*Umweltgesamtrechnungen*) publié par Statistik Austria, le montant des recettes fiscales environnementales s'est élevé en 2023 à 9,9 Mrd EUR (contre 9,2 Mrd EUR en 2022). On distingue quatre catégories de taxes, selon la définition de l'OCDE : (i) Les taxes sur l'énergie, avec 5,4 Mrd EUR (2022 : 4,8 Mrd EUR) dont 4 Mrd EUR pour la taxe sur le pétrole (*Mineralölsteuer*), représentent la principale source de recettes fiscales environnementales. (ii) Suivent les taxes sur les transports avec 3,6 Mrd EUR (2022 : 3,4 Mrd

EUR), dont 2,7 Mrd EUR pour la taxe sur les assurances calculée en fonction de la puissance du moteur (*motorbezogene Versicherungssteuer*). A noter que les véhicules électriques sont actuellement exonérés de cette taxe. Mais face à la hausse des immatriculations de véhicules neufs à propulsion électrique et la baisse des recettes qui en résulte, la feuille de route budgétaire transmise par le ministre des Finances Gunter Mayr à la Commission européenne le 16 janvier 2025 prévoit la suppression de l'exonération, pour les véhicules électriques, de cette taxe, ce qui apporterait à l'Etat des recettes supplémentaires de 70 MEUR en 2025. (iii) Les taxes sur les ressources naturelles et les taxes sur l'impact des constructions humaines sur les sols se sont élevées à 797 MEUR (2022 : 791 MEUR). (iv) Les recettes des taxes sur les produits rejetés dans l'environnement se limitent à 61 MEUR (2022 : 66 MEUR).

Agriculture

Aide à l'investissement agricole : 180 M EUR en 2025.

Le secteur agricole pourra profiter de 180 M EUR d'aides à l'investissement en 2025. La pierre angulaire de cette mesure est la bonification d'intérêt de 50 % du taux d'intérêt brut, allégeant considérablement la charge financière des agriculteurs. Chaque année, environ 1500 exploitations agricoles font appel aux crédits à l'investissement agricole. Au cours des 5 dernières années, le dispositif a bénéficié à 7 500 exploitations et a déclenché un effet de levier de plus de 700 M EUR.

Relations bilatérales

La Boutique du Coiffeur investit en Autriche

Le distributeur de produits de coiffure RoMa (Robert Maurer) qui a son siège à Vösendorf en Basse-Autriche et qui dispose de 90 magasins dans la région DACH a informé début février avoir été repris par le groupe français *La Boutique du Coiffeur*. Créé à Nancy en 1988, le groupe *La Boutique du Coiffeur* est aujourd'hui le leader français de la distribution de produits professionnels de coiffure et d'esthétique. Il compte plus de 200 magasins et plus de 1000 collaborateurs. L'enseigne *La Boutique du Coiffeur* est principalement implantée en France, dans les centres commerciaux, mais également en Suisse et au Luxembourg. La reprise du distributeur autrichien s'inscrit dans la stratégie de développement organique élaborée à l'occasion d'un MBO (*Management Buy Out*) en janvier 2024 orchestré par *Crédit Agricole Midcap Advisors* et bouclé avec le fonds *Trocadero Capital Partners* et trois fonds régionaux. La famille fondatrice a pourtant conservé une part significative du capital.

Schneider Electric conclut un partenariat avec Nista

L'entreprise de logiciel Nista, un spin-off de l'Université technique de Vienne, a conclu fin janvier un partenariat avec l'entreprise française *Schneider Electric*, présente dans la transformation numérique de la gestion d'énergie et des automatismes. Le partenariat vise à apporter, à l'industrie, du conseil dans le domaine de l'efficacité énergétique. Par ailleurs, *Schneider Electric* vient d'être nommée « entreprise la plus responsable dans le monde ». Après une première nomination en 2021, *Schneider Electric* est la première entreprise à figurer deux fois en première position du classement Global 100 de la société de recherche *Corporate Knights*.

Le chiffre du mois à retenir

-2,1 %

De bénéfice net des banques slovènes en 2024

Zoom sur...

Le secteur bancaire slovène dans son ensemble a enregistré en 2024 un bénéfice net en recul de 2,1% (1,1 Mrd EUR) malgré une hausse des bénéfices avant impôts. Toutefois, la croissance des actifs bancaires (2,2%) et la hausse des revenus d'intérêts (12%) soulignent une dynamique positive du secteur. Le groupe bancaire NLB, détenant 31% du marché, affiche une tendance similaire avec un bénéfice net de 514,6 M EUR, une baisse de 7% par rapport à l'année record de 2023, et cela malgré une progression de 14% de son chiffre d'affaires. Par ailleurs, jusqu'en 2028, les banques slovènes sont tenues de payer une taxe de 0,2% sur le total des actifs pour lever des fonds pour la reconstruction après les inondations d'août 2023.

Activités macroéconomiques & financières

Prévisions et indicateurs

En 2024, le salaire brut moyen a augmenté de 4,1% en termes réels, soit une hausse de 6,2% en termes nominaux par rapport à 2023. Le salaire net moyen s'est établi à 1526,06 EUR en progression de 3,8% en nominal et de 1,8% en réel. Dans le secteur privé, la croissance a d'autant plus été marquée avec un salaire brut moyen en hausse de 7,0% et un salaire net moyen en augmentation de 4,4%. Ainsi, les salaires ont augmenté plus vite que l'inflation en 2024. Toutefois, la confiance des consommateurs en février 2025 a enregistré une baisse de trois points par rapport à janvier et de deux points par rapport à février 2024, atteignant un indice de -31 points. Ce chiffre est également inférieur de sept points à la moyenne des 15 dernières années, illustrant un sentiment relativement négatif des consommateurs.

Finances

Après une émission d'obligations de détail réussie de 261 M EUR en 2024, le ministère des Finances slovène prévoit une deuxième émission pour mars prochain. Comme l'an dernier, l'échéance sera de trois ans et le taux d'intérêt sera toutefois légèrement plus bas, à 2,75%. La valeur de l'émission ne sera pas plafonnée. Les obligations seront émises le 28 mars et cotées le 1^{er} avril, permettant aux investisseurs une certaine liquidité et une gestion souple de leurs placements. Le montant minimum de souscription sera de 1000 EUR et le montant maximum de 250 000 EUR, montant plus important que l'année dernière.

Veille sectorielle

Transports

30 nouvelles locomotives électriques signées Alstom

Les Chemins de fer slovènes ont conclu un accord pour l'achat de 30 locomotives électriques auprès d'Alstom, pour un montant de 150 M EUR. Il s'agit de la plus importante commande de matériel roulant slovène depuis 25 ans. Aujourd'hui, le parc de marchandises des chemins de fer slovènes compte 68 locomotives dont les plus anciennes seront remplacées progressivement à partir de 2027. Grâce à divers systèmes d'alimentation électrique, elles pourront circuler sur les voies slovènes ainsi que sur les voies de tous les pays voisins, à savoir l'Allemagne, la République tchèque, la Slovaquie et la Serbie. Le contrat devrait être signé en mars, et les livraisons échelonnées commenceront au début de l'année 2027.

Dynamisation du port de Koper : un bénéfice en hausse de 7 % pour 2024

L'opérateur portuaire Luka Koper a enregistré une solide performance financière avec un bénéfice net de 60,3 M EUR en 2024, soit une augmentation de 7 % par rapport 2023. Cette croissance s'appuie sur une augmentation du transbordement maritime (3 %), et une activité record dans le transbordement de conteneurs, avec une augmentation de 6 %. Les indicateurs financiers ont confirmé cette dynamique, le BAIIA du groupe a augmenté de 7 % pour atteindre 100,5 M EUR, tandis que le résultat opérationnel (EBIT) a progressé de 10 % à 67 M EUR. Par ailleurs, le terminal passager a enregistré une affluence historique, illustrant la croissance globale du port et plus largement, de l'activité portuaire.

Tourisme

L'offre de vols s'enrichit pour la période estivale

A partir du 30 mars 2025, l'aéroport de Ljubljana verra son offre de vols s'enrichir pour la période estivale avec l'arrivée de nouvelles compagnies aériennes et l'ouverture de nouvelles liaisons. **KLM Royal Dutch Airlines** et la compagnie low-cost allemande **Eurowings** feront leur entrée pour la saison 2025. 24 transporteurs exploiteront 27 liaisons vers 26 aéroports différents. Progressivement, le trafic de passagers à l'aéroport de Ljubljana se rétablit, ayant atteint 92 % des niveaux d'avant Covid-19 en 2024. L'année dernière, l'aéroport a enregistré 1,4 million de passagers, en hausse de 13,3 % par rapport à 2023. Les liaisons vers Istanbul, Francfort, Zurich, Bruxelles, Varsovie, Belgrade et Skopje ont déjà dépassé les niveaux d'avant la pandémie, tandis que les liaisons vers Paris et Munich en sont proches.

Relations bilatérales

Un bond considérable pour la marque Renault en Slovénie

Sur l'année 2024, la marque Renault conserve la deuxième place dans la vente de véhicules particuliers et utilitaires en Slovénie avec un total de 7 941 véhicules vendus, soit 1 556 véhicules de plus qu'en 2023. Par rapport à 2023, Renault a augmenté sa part de marché de 11,2 à 12,9 %. Par ailleurs, les revenus du groupe qui possède également une usine à Novo Mesto, ont augmenté et atteint une rentabilité record l'année dernière. Le chiffre d'affaires a augmenté de 7,4 % en glissement annuel pour atteindre 56,2 Mrd EUR, tandis que la marge d'exploitation a atteint un niveau record de 7,6 %. Additionnellement, Renault mise sur l'accessibilité des véhicules électriques, notamment avec la production de la future Renault Twingo électrique. En effet, la Renault Twingo 2026, 100 % électrique, sera produite en Slovénie. Dans le même élan, Revoz va produire une nouvelle Dacia électrique dont le lancement est prévu pour le second semestre de 2025. Cette voiture, sera vendue à un prix très compétitif de moins de 18 000 EUR, avec une autonomie d'environ 200 kilomètres. La stratégie de la marque Renault est de rendre les véhicules électriques accessibles tout en répondant à la demande croissante de voitures économiques face à des concurrents de plus en plus nombreux. Ce modèle permettra également à Renault de bénéficier des subventions européennes destinées aux véhicules produits localement.

Le chiffre du mois à retenir

+4 %

Inflation début 2025

Zoom sur...

Le gouvernement croate a récemment dévoilé son [projet de cadre stratégique pour le développement des marchés de capitaux](#), accompagné d'un plan d'action pour la période 2025-2026. Ce projet, élaboré par le ministère des Finances et l'Agence croate de supervision des services financiers (HANFA), bénéficie du soutien technique de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ainsi que de la collaboration de diverses institutions financières et associations croates.

Cinq grandes orientations stratégiques pour les marchés de capitaux ont été définies d'ici 2030 : l'intégration régionale, la numérisation, l'amélioration de la gouvernance d'entreprise, le renforcement de la liquidité du marché, et le développement de nouveaux produits d'investissement et de financement. Parallèlement, une initiative horizontale vise à optimiser le cadre législatif pour soutenir cette dynamique.

L'objectif est également une meilleure intégration de la bourse de Zagreb avec les autres bourses des pays d'Europe centrale et orientale. Le plan d'action prévoit la création de fonds spéciaux destinés à investir dans les petites et moyennes entreprises et à lever des fonds pour les collectivités locales et régionales. La proposition sera en [consultation publique jusqu'au 7 mars](#).

Activités macroéconomiques & financières

Finances

Nouvelle émission de bons du Trésor : le gouvernement continue à mobiliser l'épargne des Croates

Le ministère des Finances a lancé un [nouveau cycle d'émission de bons du Trésor](#) ouvert aux citoyens le 17 février, avec comme objectif de lever 800 M EUR à un rendement de 2,6 % sur un an. Après cette nouvelle émission, ce seront près de 7 Mrd EUR qui auront été investis par les épargnants croates soit près de 10 % de la dette du pays. Le succès de ces émissions d'"obligations populaires" ne se dément pas et elles attirent un grand nombre d'épargnants. En mars 2023, environ 45 000 citoyens ont investi 1,34 Mrd EUR dans une « obligation populaire » d'une maturité de deux ans. En novembre 2023 et février 2024, 970 et 957 M EUR ont été respectivement levés auprès des particuliers grâce à la plateforme numérique e-Treasury et le 12 juillet 2024, le ministère des Finances avait lancé une émission d'obligations d'État d'une maturité de trois ans à taux fixe de 3,1 %, pour un total de 600 M EUR. Au 24 janvier,

c'est environ 22 000 citoyens qui ont souscrit des bons du Trésor pour ce dernier tour, pour un montant de 642 M EUR auxquels viendront s'ajouter les investisseurs institutionnels.

Politique économique et sociale

Nomination du nouveau ministre de l'Agriculture M. David Vlajčić

La nomination de M. [David Vlajčić](#) au poste de ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, a été approuvée, à une voix près, par le Parlement le 11 février. Cette nomination fait suite à la démission en janvier dernier de Josip Dabro après la publication d'une vidéo le montrant tirant 15 balles depuis une fenêtre d'une voiture en mouvement, près de son village proche de Vukovar. M. Vlajčić a présenté un programme centré sur le soutien aux jeunes agriculteurs, l'augmentation de la production nationale et la préservation des espaces ruraux.

Veille sectorielle

Industrie

Construction de la première usine de véhicules électriques autonomes près de Zagreb

La construction de la première usine de véhicules électriques autonomes de catégorie 5, [Verne](#), a débuté à Lučko, près de Zagreb, dans le parc industriel VGP Park Zagreb. Cette usine de près de 28 500 m² devrait être dotée des technologies de pointe pour la production, l'assemblage et les tests des véhicules autonomes et prévoit d'employer près de 400 personnes.

Le chantier, financé uniquement par des investissements privés, marque également l'entrée de VGP en Croatie, entreprise familiale basée à Anvers cotée en bourse présente dans 17 pays, spécialiste de la propriété, de la gestion et du développement d'actifs immobiliers logistiques et semi-industriels. L'achèvement des travaux est prévu pour la fin de cette année, avec un début de production envisagé pour 2026.

Infobip s'associe au projet européen de plateforme de communication IPCEI-CIS

Infobip, licorne croate de la tech, a signé le 13 février un contrat pour rejoindre le projet [IPCEI-CIS](#), une initiative soutenue par l'Union européenne visant à créer une plateforme de communication de nouvelle génération. L'objectif de ce projet est de renforcer la compétitivité internationale de l'Europe tout en préservant sa souveraineté numérique et technologique. Ce projet répond à la nécessité de développer des infrastructures cloud conformes aux réglementations européennes, notamment en matière de protection des données et de transparence.

Dans le cadre de ce projet, Infobip et d'autres partenaires tels que Deutsche Telekom, Telefónica, Orange, ainsi que des entreprises comme SAP, Airbus et Siemens, collaboreront pour créer un continuum Cloud-Edge au sein de l'UE. Des institutions de recherche, dont des universités renommées, participeront également au projet. Le projet porté par InfoBip dépasse les 80 M EUR, dont 35 M EUR sont cofinancés par le Fonds européen de développement régional.

Transports

La compagnie ferroviaire croate HŽ lance un ambitieux projet en Croatie : 620 M EUR pour la modernisation du tronçon Dugo Selo - Novska cofinancé par des fonds UE.

HŽ Infrastruktura a publié le 10 février un marché public pour les travaux de reconstruction de la voie existante et la construction d'une seconde voie sur la ligne ferroviaire Dugo Selo - Novska, d'une valeur estimée de 620 M EUR. Ce projet fait partie du réseau transeuropéen de transport. Les travaux sont cofinancés par des fonds du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe et du Programme pour la compétitivité et la cohésion.

En plus de la reconstruction complète de 83 km de voie existante et la construction d'une seconde voie, les travaux comprennent également la reconstruction de 10 gares sur son tracé, l'installation de nouveaux dispositifs de contrôle du trafic, de signalisation et de sécurité. La

date limite de remise des offres est fixée au 8 avril 2025 et la durée prévue des travaux est de 5 ans.

Energie

Création d'un groupe de travail sur l'énergie nucléaire

Un groupe de travail sur l'énergie nucléaire a été créé au Ministère de l'Économie, rassemblant des représentants gouvernementaux et des experts du secteur. Ce groupe vise à établir un cadre législatif pour le développement de l'énergie nucléaire en Croatie, la mise en place d'une autorité de régulation indépendante, et présenter des scénarios de développement énergétique incluant l'option nucléaire. Il étudiera également des sites potentiels pour de nouvelles capacités nucléaires, comme des centrales conventionnelles ou des petits réacteurs modulaires. De plus, le Ministère soutient l'initiative de programmes d'études en énergie nucléaire en partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur.

Le 12 février, le patronat croate (HUP) a signé une déclaration conjointe avec 13 autres fédérations membres de l'Alliance patronale du Nucléaire, une initiative lancée par le Medef. Cette démarche illustre l'engagement croate pour renforcer l'industrie nucléaire européenne, considérée comme un pilier essentiel pour la décarbonation de l'Europe et l'atteinte de ses objectifs climatique et de compétitivité.

L'énergéticien national HEP confie la réalisation de la centrale solaire Korlat à un consortium chinois

Un consortium chinois, composé de l'Institut de conseil en ingénierie électrique de Shandong et de NORINCO, vient de remporter le contrat pour la construction de la centrale photovoltaïque de 99 MW développée par HEP pour un montant de 59,96 M EUR. Le projet, dont l'achèvement est prévu au 1^{er} trimestre 2028, augmentera la production d'électricité renouvelable de 117 050 MWh par an, soit environ 0,8 % de la production nationale, et réduira les émissions de CO₂ de 28 899 tonnes par an. Il fait partie de la stratégie du groupe HEP de développer 1 500 MW d'électricité verte d'ici 2030. Le financement est assuré par des prêts de la BERD et la BEI, totalisant 62 M EUR.

Agriculture

Soutien exceptionnel de la Commission européenne aux agriculteurs croates

Un montant de 6,7 M EUR sera alloué par la [Commission européenne](#) à la Croatie pour soutenir les agriculteurs, dans le cadre d'un paquet total de 99 M EUR d'aide d'urgence destiné à cinq pays européens (Espagne, Chypre, Lettonie, Hongrie et Croatie) touchés par des événements climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles depuis le printemps 2024. Les agriculteurs croates ont été confrontés à des températures extrêmement élevées et à une forte sécheresse l'été dernier, affectant la production de maïs, de tournesol, de soja, de betteraves sucrières, de fruits, de pommes de terre et de vin. Les autorités croates ont jusqu'au 30 septembre 2025, pour déboursier ces aides aux agriculteurs croates.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication :

Rédaction :

Hervé Ochsenbein, Service économique régional de Vienne

SER de Vienne : V. Reiss, S. Maynhardt, P. Chaumont (vienna@dgtresor.gouv.fr)

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, A. Magro, C. Roméo ([ljublana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))

SE de Zagreb : S. Geranton, B. Jadrijevic, N. Pavlinovic (zagreb@dgtresor.gouv.fr)

Date de fin de rédaction : 26/02/2025